

LE CONSEIL DE SECURITE EXIGE UN CESSEZ-

Les belligérants rwandais ont approuvé hier le nouveau mandat des Casques bleus, élargi par le Conseil de sécurité à l'humanitaire, tout en prévenant les Nations-Unies contre toute velléité d'interposition, alors que les massacres continuent. Plus de 200 000

personnes auraient été tuées depuis la reprise de la guerre civile, le 7 avril dernier.

La résolution 918. Le Conseil de sécurité de l'ONU a donné, dans la nuit de lundi à mardi, son accord de principe à un renforcement des effectifs de la mission des Nations-Unies au Rwanda (Minuar).

5 500 militaires «au maximum» pourraient être déployés, mais, dans le cadre de cette mission «humanitaire», les Casques bleus ne sont pas autorisés à utiliser la force pour mettre fin aux combats. A la demande de

Washington, le déploiement progressif des soldats de l'ONU pourra être réexaminé, en fonction notamment des troupes disponibles. Les membres du Conseil de sécurité ont également décrété un embargo contraignant sur les armes à destination du Rwanda. Le Rwanda, qui siège au conseil, a voté contre cette clause, ce qui n'a pas empêché l'adoption de l'ensemble du texte.

Le Conseil de sécurité a enfin exigé un cessez-le-feu, mais aucune action de force en vue du rétablissement de la paix n'est prévue.

RWANDA: L'ONU A RECULE

Après six semaines de combats qui ont totalisé des dizaines de milliers de morts, le Conseil de sécurité a donné son accord de principe au renforcement de la Mission des Nations unies au Rwanda (Minuar) dans la limite de 5500 militaires et décrété un embargo sur les armes. Bien que l'ONU exige des parties en conflit qu'elles acceptent un cessez-le-feu et mettent fin «à la violence et au carnage insensés dans lesquels est plongé le Rwanda», le nouveau mandat ne prévoit à aucun moment une action de force en vue du rétablissement de la paix.

Les Casques bleus, dont les effectifs avaient d'ailleurs été ramenés de 2700 à 270 le mois dernier sur décision du même Conseil de sécurité, auront entre autres missions de contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda. «y compris par la création et le maintien, là où ce sera possible, de zones humanitaires sûres». Il leur faudra aussi, précise le mandat, assurer la sécurité et l'appui de la distribution des secours et des opérations d'assistance humanitaire.

Le seul recours à la force envisagé par l'ONU se limite à des actions de légitime défense dans le cadre de menaces contre des secteurs et populations protégés, le personnel des Nations unies et les autres personnels humanitaires. La France avait souhaité une opération rapide avec un mandat contraignant - avec usage de la force - mais elle s'est trouvée isolée. Les Américains, en particulier, traumatisés par leur expérience en Somalie, imposent désormais de strictes conditions à tout engagement et favorisent la notion de simple maintien de la paix.

A l'issue du vote qui s'est tenu après neuf heures de débats, personne ne savait encore quels Etats participeraient à cette force internationale. Selon l'ONU, le Ghana, avec 800 soldats au total, et le Nigeria figurent parmi les pays «confirmés». Selon plusieurs observateurs, le secrétaire général rencontrerait d'importantes difficultés à mobiliser des troupes occidentales. Hier soir, le Quai d'Orsay s'est félicité de «voir la communauté internationale prendre ses responsabilités dans le conflit rwandais». La France, déclare le communiqué, est prête à «examiner une contribution à l'équipement des contingents africains appelés à

participer à la Minuar renforcée» et à apporter prioritairement «une aide humanitaire accrue aux populations rwandaises réfugiées au Burundi».

L'embargo sur les armes, quant à lui, a été voté à l'unanimité moins une voix, celle du représentant du Rwanda, qui a affirmé que cette mesure était «injuste» et allait favoriser les rebelles du Front patriotique rwandais, toujours aidés, selon lui, par l'Ouganda voisin. «Ce que nous utilisons, nous l'avons pris à l'ennemi au cours de nos conquêtes», a répondu hier un porte-parole de la rébellion. Par ailleurs, le FPR a été accusé par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de se livrer à des massacres et des tortures dans les zones qu'il contrôle. Il s'agit là, selon le FPR, de témoignages recueillis par le HCR dans des camps de réfugiés en Tanzanie, où se trouvent «des militaires et des déserteurs qui accusent évidemment le FPR».

A. F. (avec AFP)



Eric Ginnel / Gamma

La France prise au piège

Pour la protection et le soutien militaire consentis depuis plusieurs la diplomatie française se voit aujourd'hui accusée de porter une

Du ministère de la Coopération à l'Élysée en passant par le Quai d'Orsay, il est impossible de trouver le moindre couac dans les propos de la diplomatie française sur le Rwanda. Comme si le ton avait été imposé. Depuis le 29 avril, une note diplomatique, à «diffusion restreinte», rédigée par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, circule dans tous les cabinets ministériels et présidentiels concernés. «Certains médias ou certaines associations mettent en cause la France dans la crise rwandaise», affirme la circulaire dans une mise en garde en guise de préambule. «Si vous étiez amenés à effectuer une mise au point», poursuit la note, «vous pourriez reprendre le langage suivant: la France, dès le début de la crise, a plus qu'aucun autre pays déployé des efforts pour éviter la déstabilisation de ce pays. Notre but était d'empêcher que l'affrontement militaire ne l'emporte et de favoriser une solution politique.» En clair, la France déploiera tous ses

talents diplomatiques afin de conserver au gouvernement du défunt président Habyarimana une place d'interlocuteur incontournable pour que le Rwanda recouvre la paix. Elle déploiera également tous ses efforts pour éviter une victoire totale des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

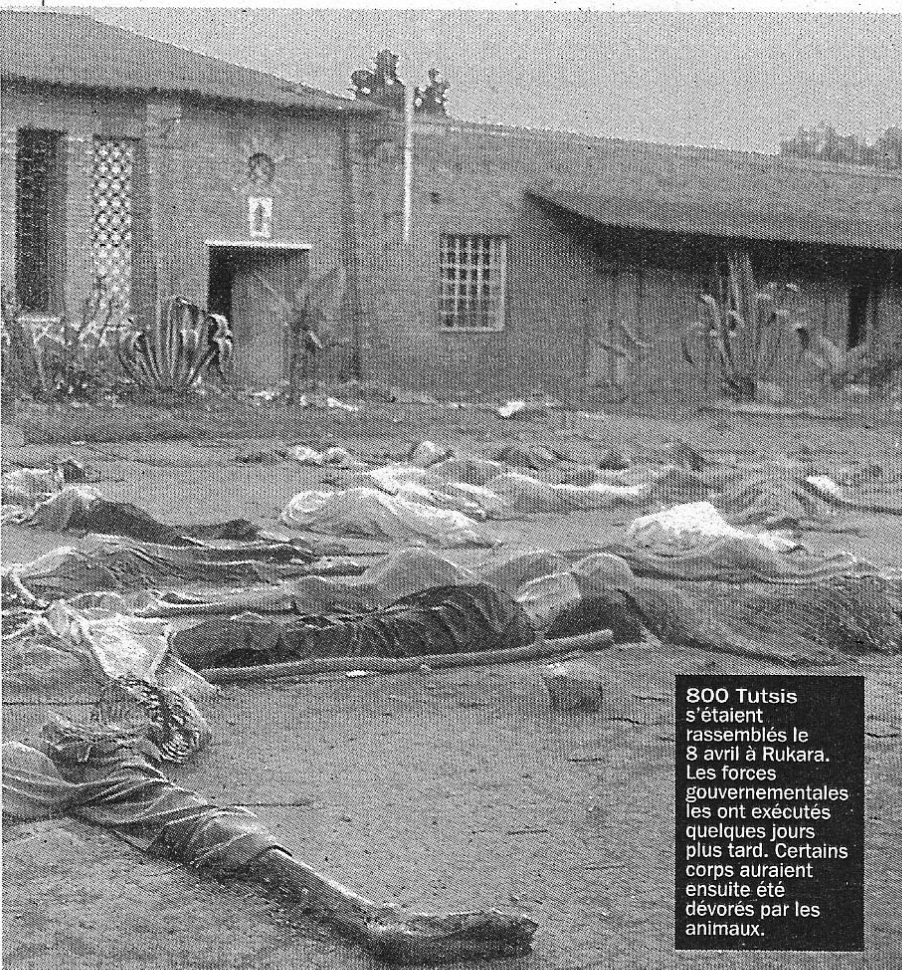
Bien que Paris démente énergiquement aujourd'hui toute implication militaire dans le conflit, nombreux sont ceux qui dénoncent le double jeu de la diplomatie hexagonale. A Bruxelles, on tient Paris pour responsable du drame rwandais. «La France, qui a toujours soutenu mordicus Habyarimana en lui fournissant armes et experts militaires, espère aujourd'hui jouer les modérateurs en obtenant de la rébellion FPR qu'elle cesse les combats et qu'elle retourne à la table des négociations. Autant lui demander qu'elle retourne à l'échafaud», commente un diplomate belge.

A Genève, le vice-Premier ministre du gouvernement de transition «élargi» du Rwanda - qui devait être mis en place

en vertu de l'accord d'Arusha -, Jacques Bihozagara (membre du FPR), dénonce le silence de la France sur les massacres en cours perpétrés «par la garde présidentielle et les groupes paramilitaires que la France a entraînés et armés». Il réclame que soient rendus publics les résultats de l'expertise effectuée par Paris sur la boîte noire de l'avion du président Habyarimana, abattu le 6 avril au-dessus de Kigali. «Paris devrait expliquer à l'opinion au nom de quel lien la France est intervenue au Rwanda», poursuit le vice-Premier ministre.

Officiellement, il n'y a pas de réponse. En coulisses, on rappelle être lié au Rwanda par des accords de défense que Paris est tenu de respecter. «Si nous manquions à notre parole, explique un diplomate, notre crédibilité à l'égard des autres Etats africains avec lesquels nous avons passé de semblables accords (1) serait sérieusement entamée et nous risquerions de voir ces pays se tourner vers d'autres soutiens.» Au ministère de la Défense, les spécialistes

LE-FEU ET PREVOIT LE DEPLOIEMENT DE CASQUES BLEUS



800 Tutsis s'étaient rassemblés le 8 avril à Rukara. Les forces gouvernementales les ont exécutés quelques jours plus tard. Certains corps auraient ensuite été dévorés par les animaux.

de ses accords

années au régime du président Habyarimana contre les rebelles, part de responsabilité dans la crise rwandaise.

du renseignement expliquent l'aide apportée par la France au régime de Kigali par la volonté d'empêcher le Rwanda de tomber sous l'influence de l'Ouganda anglophone, dont le FPR est présenté comme un satellite.

S'il est vrai que l'Ouganda alimente en armes la rébellion - plusieurs camions de l'armée ougandaise bourrés d'armes ont été vus il y a quinze jours en territoire rwandais, à une trentaine de kilomètres de Kigali -, la défense acharnée de la « francophonie » dans cette partie du continent paraît un argument pour le moins ténu. En effet, sur 7,5 millions d'habitants, dont 50% sont analphabètes, 10% de la population à peine parlent français, la majorité s'exprimant en kinyarwanda et les anglophones étant inexistantes.

L'intervention militaire française a débuté en octobre 1990 lorsque Paris, en vertu d'accords secrets conclus en 1975 par le président Giscard d'Estaing, envoyait une compagnie de parachutistes à la demande du président Habyarimana. Ce dernier avait alors

fait état d'une « agression extérieure », en fait une offensive du FPR, qui menaçait déjà de s'emparer de Kigali. L'intervention d'un agent de la DGSE (révélée par *Libération* en date du 11 juin 1992) à bord d'un hélicoptère de combat avait permis de neutraliser un combat avait permis de neutraliser une colonne de ravitaillement. En deux ans, les forces gouvernementales, grâce à l'armement livré par la France, ont pu passer de 5 000 à 40 000 hommes et ont bénéficié des conseils avisés de formateurs français.

Bien que Paris démentie catégoriquement être aujourd'hui impliqué dans la moindre livraison d'armes au Rwanda, un rapport de *Human Rights Watch/Africa*, une ONG américaine, publié en janvier, a nommément mis en cause le Crédit Lyonnais qui se serait porté garant du Rwanda pour un achat d'armes de 6 millions de dollars (environ 34 millions de francs) à l'Égypte. La banque nationalisée a démenti ces accusations en précisant hier qu'elle avait simplement remarqué un important mouvement de fonds sur le compte de

l'ambassade d'Égypte en Grande-Bretagne, un client du Crédit Lyonnais à Londres. Ce contrat, signé entre les deux pays en mars 1992, portait sur la livraison d'importantes quantités d'armes et de munitions. Au même moment, les milices privées du Président rwandais massacraient allègrement dans les campagnes les membres de l'opposition et des milliers de Tutsis, l'ethnie minoritaire. A cette époque, le lieutenant-colonel Chollet, détaché par le ministère de la Défense, remplissait déjà depuis deux mois la mission de conseiller du président Habyarimana pour « l'organisation de la défense et le fonctionnement de l'institution militaire ».

Le ministère de la Coopération metait de son côté, par le biais d'une société prestataire de services, un équipement au complet à la disposition du Président rwandais pour piloter son avion privé, un Falcon 50 offert par la France. Ces trois Français (un pilote, un copilote et un mécanicien) sont tous trois morts dans l'attentat du 6 avril contre l'avion présidentiel (attribué

par certains milieux officiels français à des partisans du Président, par d'autres aux rebelles du FPR).

Dès le lendemain, les massacres commençaient au Rwanda et la diplomatie française s'installait dans le silence. Il aura fallu attendre lundi soir pour que le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, dénonce le « génocide » qui prévaut « notamment dans les zones tenues par les forces gouvernementales ».

A Paris, on se déclare impuissant face aux tueries en cours. Mais on ne conteste pas que le patron de la cellule africaine de l'Élysée, Bruno Delhaye, ait réussi, il y a moins de quinze jours, à faire intervenir personnellement le chef d'état-major des forces armées rwandaises pour qu'il empêche les miliciens hutus de massacrer des personnalités réfugiées à l'hôtel des Mille Collines. « Une intervention ponctuelle, mais qui montre à quel point Paris peut encore peser dans le déroulement des événements », confie un fonctionnaire du Quai d'Orsay qui, dégoûté, trahit pour la première fois le sacro-saint devoir de réserve.

Depuis la fermeture de l'ambassade de France à Kigali, la nouvelle stratégie de la diplomatie a consisté à passer le bébé rwandais aux Nations unies et à tenter d'obtenir l'intervention d'une force internationale. « Il faut avant tout obtenir un cessez-le-feu », résume un membre de la cellule interministérielle de crise, et ramener les deux parties à négocier dans le cadre d'une conférence régionale de paix à laquelle devraient participer l'Ouganda, la Tanzanie, le Burundi et le Zaïre. » Bien que sensée en apparence, cette idée offre surtout le double avantage de remettre en selle les vestiges du gouvernement rwandais dont la position s'affaiblit militairement de jour en jour, et de couper l'herbe sous le pied du FPR, qui est sur le point de s'emparer de Kigali. Elle permettrait bien sûr d'éviter une extension du conflit au Burundi voisin, où les clivages politico-ethniques sont tout aussi sensibles et où le poste d'attaché de défense à l'ambassade de France dans la capitale burundaise, Bujumbura, a été renforcé par l'arrivée de trois officiers en provenance de Centrafrique.

La France est intervenue également auprès du président Mobutu. Le chef de l'Etat zaïrois, officiellement en disgrâce à Paris où il est toujours interdit de visa, a reçu fin avril, dans sa résidence de Gbadolite, la visite de Michel Aurillac, ancien ministre de la Coopération qui est en étroite relation avec Matignon, l'Élysée, et Jacques Foccart, resté le « monsieur Afrique » de la droite depuis les indépendances. Le but de cette mission parallèle consistait à demander à Mobutu qu'il joue le rôle de médiateur dans le conflit rwandais. Rôle que lui conteste le FPR. Des armes en quantité atterissent en effet régulièrement à Goma, petite ville de l'est du Zaïre, à la frontière du Rwanda, dont l'aéroport n'a jamais connu une telle activité. Dernière livraison connue: 40 tonnes de munitions en provenance de Bulgarie, déchargées les 1^{er} et 2^e mai dernier par des éléments des Forces armées rwandaises avec la complicité des militaires zaïrois et ce, malgré l'opposition des autorités administratives du Kivu qui redoutent l'extension du conflit rwandais à cette région du Zaïre...

Alain FRILET

(1) La République Centrafricaine, les Comores, Djibouti, le Gabon, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et le Togo.

EDITORIAL
PATRICK SABATIERLE CONTINENT
OUBLIÉ

Le fardeau de la tragédie du Rwanda n'appartient pas aux seuls hommes blancs. Les Rwandais, qui exterminent leurs compatriotes, hutus ou tutsis, à coups de machettes et de fusils automatiques, y ont la première part. Les ex-colonisateurs belges, qui favorisèrent l'éclosion d'une idéologie raciste chez les extrémistes hutus y ont la leur. La France aussi, qui a armé et soutenu un régime rwandais qui protégeait, voire encourageait, les partisans d'une « solution finale » pour la minorité tutsi. Régime que certains à Paris n'ont visiblement pas encore accepté d'abandonner au sort qu'il mérite.

Mais, dans la distribution des blâmes, la palme revient peut-être au Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire aux grandes puissances qui le dominent, les Etats-Unis en premier. Il aura fallu deux mois, des dizaines de milliers de victimes et des centaines de milliers de réfugiés avant que le conseil accepte enfin de faire revenir des Casques bleus. Et encore en leur interdisant de faire usage de la force pour tenter de mettre fin au génocide.

Avant que la tuerie ne commence à grande échelle, il s'était déjà refusé d'étendre le mandat de la MINUAR. Et, quand elle avait commencé, il s'en était lavé les mains, en retirant les Casques bleus « dans un silence assourdissant », selon l'expression de Boutros Boutros-Ghali. Dans chacune de ces décisions, les Etats-Unis ont joué un rôle central. Tétanisé par son expérience désastreuse en Somalie, Bill Clinton a décidé d'éviter à tout prix de remettre le pied dans les marigots sanglants du continent noir.

Le Rwanda n'est pas seul à être abandonné à ses démons. De l'Angola à la Somalie en passant par le Soudan ou le Liberia, la liste est longue des pays africains qui s'embrasent dans les massacres, famines et épidémies qui sont la conséquence directe de guerres civiles ou de conflits ethniques. Dans le monde de l'après-guerre froide, l'Afrique n'intéresse plus grand monde. Ses guerres ne menacent pas la stabilité du monde riche. Et ses nations sont trop lointaines, trop obscures, et trop pauvres pour mériter que les « grands » y perdent leur temps, leur argent et leur sang...